



Les Chartraines poursuivent leur route en play-offs

BASKET. Le CCBF a pris le dessus sur Mondeville, hier soir (59-66).

PAGE 25



EURE-ET-LOIR
Les nouveautés à connaître avant de remplir votre déclaration de revenus.

PAGE 6

lechorepublicain.fr

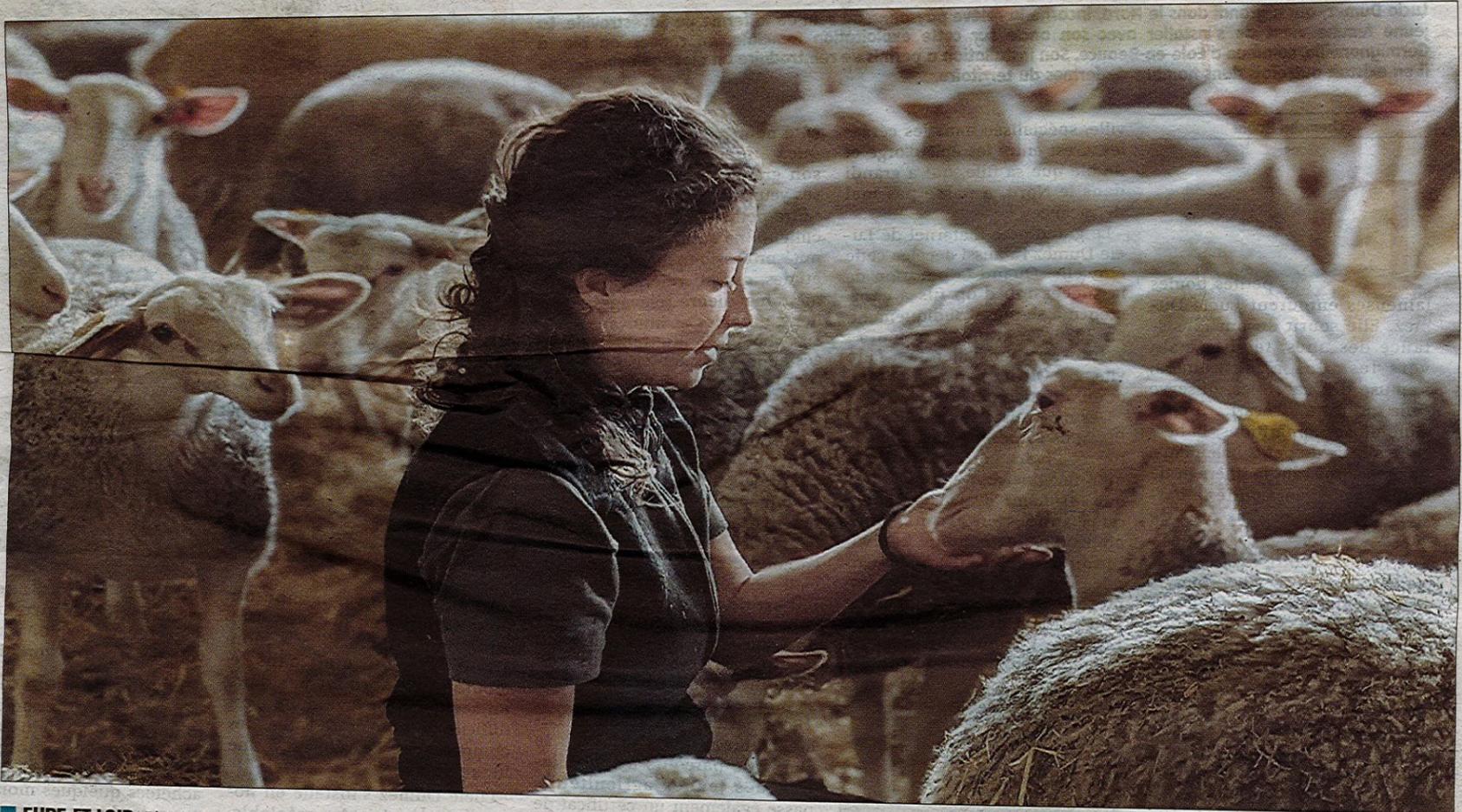
L'ÉCHO

RÉPUBLICAIN

CentreFrance

N° 25244 - JEUDI 20 AVRIL 2023 - 1,30€

Revenons à nos moutons



EURE-ET-LOIR. L'arrivée de Lucie Dumez au sein de l'exploitation familiale, spécialisée dans la grande culture, à Germignonville, a permis la réintroduction d'un cheptel d'ovins destinés à la production de viande en vente directe.

TRANSITION. Ce mouvement de réintroduction des ruminants sur les exploitations céréalières s'inscrit dans le programme du collectif d'agriculteurs GIEE Terres vivantes qui œuvre à faire évoluer les pratiques vers l'agroécologie.

PAGES 2 & 3

PROPOS D'UN JOUR

Baignade interdite. Un homme a été arrêté mercredi au zoo d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, pour s'être introduit dans l'enclos de la faune africaine et s'être baigné dans les douves, sous le regard étonné, voire médusé, de rhinocéros et d'antilopes. Des images de l'incident, publiées sur les réseaux sociaux, montrent l'individu vêtu d'un simple maillot de corps faisant la planche dans l'eau, avant de se laver le visage et les cheveux. L'enclos héberge des rhinocéros et des nyalas, une antilope aux cornes arquées. Ces animaux « ont été surpris par l'intrus, ce qui est compréhensible », a sobrement déclaré un porte-parole du zoo.



De nouveaux commerces arrivent en centre-ville de Chartres

CONSOMMATION. Après l'enseigne de glace italienne Amorino, la maison de thé Palais des thés ouvrira sa première boutique en Eure-et-Loir.

PAGE 7



Un chantier express de réparation au lycée Rotrou de Dreux

TRAVAUX. Après l'incendie sur le système électrique, l'établissement a fermé ses portes. Les travaux devraient être finis pour la rentrée, le 2 mai.

PAGE 15

ER 7775 - 1,30
Echo Rep
ISSN 0962-9910
20/04/23

ld

LE FAIT
DU JOUR

Des éleveurs tentent de réintroduire

La polyculture élevage renaît en Beauce

Agriculture

Lucie Dumez, qui a grandi dans le Nord, incarne la relève paysanne au sein de la ferme de Sevestreville. La jeune femme vient de s'installer avec son oncle sur cette exploitation familiale, en conversion bio, à Germignonville, commune d'Éole-en-Beauce. Son installation a permis de réintroduire un élevage ovin comme il en existait autrefois dans nombre de fermes du territoire.

Chemcha Rabhi

Des petites boules laineuses entourent Lucie Dumez. Elle sourit devant l'insistance des unes, tend la main vers les plus affectueuses, s'amuse des cabrioles, observe celle qui reste à l'écart... À chacune de ses apparitions, la bergerie s'égaie de petits bêlements, de pattes froissant la litière et de corps se pressant contre la barrière en bois, au plus près de l'auge.

Ses gestes, maîtrisés et rapides, ne la trahissent pas. Pourtant, la jeune femme fait ses premiers pas d'éleveuse, à la tête de son propre cheptel d'ovins viande, au cœur de la plaine céréalière, à Germignonville, commune d'Éole-en-Beauce.

Elle était faite pour ça ! Sa mère, dit Lucie, l'a tout de suite senti, reconnaissant cette flamme de joie dans les yeux de sa fille quand celle-ci, alors étudiante à AgroParisTech, lui débrieft ses stages au milieu des chevaux, vaches, brebis... Cette mère connaissait déjà cette flamme pour l'avoir vue chez son père et ses deux frères, à la tête de cette ferme de Sevestre-

ville, spécialisée dans les céréales. C'est entre les épis d'orge et de blé que sa fille, qui a grandi dans le Nord, a passé pas mal de vacances.

Le grand-père maternel de Lucie Dumez l'a aussi décelée cette étincelle. Quand la question de la succession d'un fils a commencé à se poser pudiquement, en 2020, ce grand-père tente : « Si tu veux t'installer, faut faire vite, car Olivier part à la retraite et on a besoin de la relève. »

Des mots directs et sans superflu. Mais ils pèsent leur poids de fierté envers cette petite-fille, qu'il imagine reprendre le sillon que lui-même avait laissé quelques années en arrière, pour emprunter le virage de la révolution agricole. « Dans les années cinquante, toutes les fermes de Beauce faisaient de la polyculture et de l'élevage », rappelle la jeune femme, qui opère un retour aux sources.

« Je voulais tout apprendre sur le mouton »

Ce qui était encore chez elle un rêve confus et lointain prend tout à coup forme dans son esprit. « À l'issue de mes études, je pensais travailler comme ingénieure, mettre de l'argent de

côté pour m'installer dans quelques années. » Les paroles de son grand-père, inestimables à ses yeux, ont fait mouche.

Être petite-fille et nièce d'agriculteurs ne suffit pas à la légitimité professionnelle. Durant ses études, qui lui valent un diplôme d'ingénieure (élevages et filières durables et innovantes) et en dehors, elle multiplie les stages auprès de cheptels bovins et ruminants au sein de différents systèmes et différentes productions, en France (Bretagne, Occitanie, Centre...), Irlande...

À chaque fois, elle revient plus convaincue que jamais que c'est au milieu des bêtes, notamment les brebis, qu'est sa raison d'être. Son stage de fin d'études l'a conduite à l'Inra où elle travaille sur le projet Poscif, dont le but est de remettre de l'élevage ovin en système céréalier en Île-de-France, qui fait écho au sien. Ce mémoire lui permettra de peaufiner différents aspects de sa propre démarche.

Pour parfaire sa formation, Lucie Dumez, qui a effectué le classique parcours à l'installation des jeunes agriculteurs, passe également un certificat de spécialisation en ovins viande, obtenu en mai dernier.

L'idée directrice, tout au long de son parcours, étant de se spécialiser un maximum pour pallier ses débuts dans le métier, en pleine Beauce. « Je voulais



tout apprendre sur le mouton pour savoir m'en occuper, être autonome. Même s'il y a mon grand-père, qui était dans le mouton, ici, on n'est pas dans un secteur d'élevage donc c'est difficile de trouver de l'aide, des compétences. Le véto est à une heure de route. »

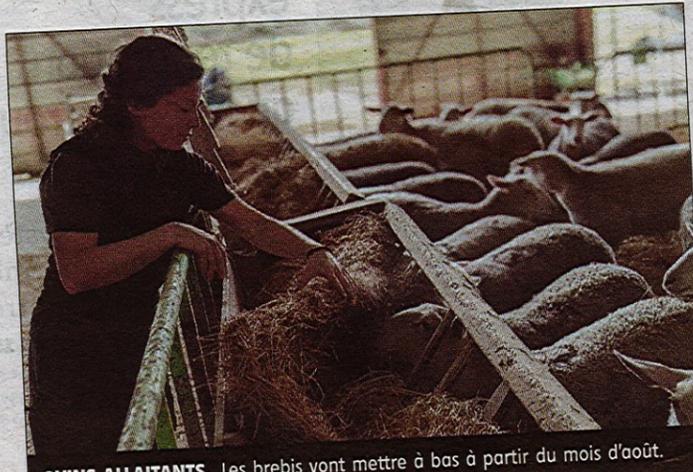
Lucie Dumez s'installe en novembre dernier. Au préalable, elle a tout de même testé sa compatibilité avec le travail en famille, en venant prêter régulièrement ses bras pour les travaux des champs. Elle est totalement en phase avec la démarche de

son oncle Francis, auquel elle est associée désormais, qui a engagé cette exploitation sur la voie de la conversion bio.

Élevage de plein air

Installé dans la bergerie existante, l'élevage ovin est arrivé, lui, en janvier, rejoignant les trois brebis réformées et pleines, achetées quelques mois plus tôt pour garder la main. La jeune fille a fait le choix d'une race locale et à faible effectif, la Berrichonne de l'Indre. « C'est une race qui pâturait dans les céréales, dans les chaumes... », rappelle l'agricultrice, dont les bê-

« Le lien avec le consommateur donne du sens à notre travail »



OVINS ALLAITANTS. Les brebis vont mettre à bas à partir du mois d'août.

Le cheptel de Lucie Dumez compte actuellement 70 têtes, béliers compris, et ne devrait pas dépasser les 150 bêtes.

La jeune éleveuse, qui « vise des animaux prêts pour la période de Pâques », a choisi de faire un agnelage en cycle naturel et en contre-saison, au mois d'août, en bergerie.

Le troupeau, mères et petits, rejoindra les pâtures à partir d'octobre où il restera jusqu'en juin juillet. Les nouveau-nés y grandiront « tranquillement » jusqu'à janvier, février, mars. Une fois atteint le poids de finition, plus ou moins 45 kg, ils seront abattus avant l'âge d'un an et transformés dans un atelier à proximité de la ferme.

La viande sera vendue sous forme de colis d'épaule ou de gigot et chaque paquet comportera des côtes ainsi que des saucisses ou merguez. « Le but, c'est de faire une formule la plus personnalisable possible, pour s'adapter, dans l'idéal,

mais on verra en fonction de la demande », estime l'agricultrice.

S'adapter le moment venu...

Elle a aussi pris le parti de délaissé le traditionnel demi-agneau pour le colis et va proposer un quart d'agneau. « Limiter le volume permet de limiter le budget pour le consommateur. Cela correspond mieux à la demande et à la cuisine que l'on fait maintenant. »

La jeune femme va faire de la vente directe à la ferme de Sevestreville, mais n'exclut pas de développer des points de vente, à Chartres, Châteaudun, Orléans... « Le contact avec le consommateur est important pour moi. Cela lui permet de savoir ce qu'il mange, comment c'est produit... Et ça donne aussi du sens à notre travail. Ça permet d'échanger, d'avoir un retour sur ce que l'on fait... » ■

des ovins dans les fermes céréalières

**LE FAIT
DU JOUR**


BERGERIE. Le cheptel issu de la race locale des Berrichonnes de l'Indre est arrivé en janvier dernier sur l'exploitation.

REPÈRES

Exploitant agricoles

En 2020, selon les données Agreste (issues du Service de la statistique et de la prospective du ministère de l'Agriculture), la région Centre-Val de Loire comptait 5.400 agricultrices dont 3.600 cheffes d'exploitation et 1.800 coexploitantes.

La région compte, au total, 22 % de femmes parmi les 24.100 chefs d'exploitations. Un taux bien plus bas que la moyenne nationale.

Cheptel ovin

Le cheptel de la région s'élève à 179.397 ovins répartis dans 1.342 exploitations, ce qui représente 2,6 % du cheptel national. Les effectifs se concentrent dans le sud de la région (départements de l'Indre et du Cher) et à l'est du Loiret. De son côté, le cheptel d'Eure-et-Loir a perdu 8 % de ses effectifs, sur la période de 2010 à 2020.

Dans le cadre des installations aidées, la chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir voit passer de plus en plus de dossiers incluant un projet de diversification notamment avec un atelier ovin.

tes ont vocation à pâturer les couverts de la ferme. « On a semé une prairie en octobre dans l'optique de les mettre là au printemps. On les rentrera en août septembre, car il fait chaud et ce n'est pas là où il y a le plus à manger dehors. Cela me permettra de surveiller les mises bas, même si c'est une race qui se débrouille bien, elle s'occupe bien du petit. Ensuite, tous partiront sur les couverts d'hiver. Ils souffrent de la chaleur mais ne craignent pas le froid grâce à leur laine qui est un isolant. »

La création de cet élevage, surnommé la Berrichonne de Beauce, a été adossée à la principale production, la culture de céréales, qui reste prioritaire. Chaque partie sert, nourrit, soutient, valorise l'autre dans une sorte de système circulaire. En plus d'inciter à la diversification des couverts (ces agriculteurs envisagent de produire de la luzerne notamment), le pâturage tournant des bêtes va entraîner des prairies temporaires, ce qui permettra de reposer et recharger les sols. Les déjections animales serviront de fertilisant. « En ramenant de la diversité, cela joue

aussi sur biodiversité, la faune, la flore sauvage, les pollinisateurs... C'est un cercle vertueux qui se met en place. »

Par ailleurs, l'alimentation des ovins en bergerie (féverole, orge...) et la litière (paille d'orge) proviennent de la ferme. Seuls achats extérieurs, concède Lucie, les minéraux, calcium, pierre de sel, argile, huile de foie de morue et autre vinaigre de cidre qui contribuent à éviter les traitements chimiques et à l'apport de vitamines.

Tout comme ces interactions entre élevage et cultures, l'orga-

nisation du travail a été pensée dans la complémentarité. « Le pic de travail auprès des moutons n'est pas en même temps que le pic de travail dans les cultures. Les agnelages, par exemple, ne tombent pas durant les moissons. »

Alors que l'agriculture cherche un renouveau pour faire face à certains coûts de production, favoriser l'autonomie de ses exploitations, diversifier leur revenu, accroître la résilience face au changement climatique, cette ferme de Sevestreville imagine son avenir dans la polyculture élevage... ■

Un berger sans terres pourrait bientôt officier en Eure-et-Loir

Lucie Dumez fait partie du collectif d'agriculteurs Terres vivantes, engagés dans un changement de pratiques et une transition agroenvironnementale.

« Ce GIEE (*) s'est constitué presque essentiellement sur cette question de la réintroduction de l'élevage sur système céréalier. Parce qu'on a majoritairement des céréaliers en bio et en conventionnel. Ils voient bien que pour développer les modèles agroécologiques qui leur semblent pertinents face au changement climatique, ils ne pourront pas continuer sans élevage pour accéder à une meilleure autonomie en intrants, en matières organiques... », explique Alexandra Céalis, animatrice de l'Adear 28 (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural d'Eure-et-Loir), qui accompagne ce GIEE, initié en 2019 et fondé en 2021.

En expérimentant d'autres façons de cultiver plus en adéquation avec leur milieu, ces agriculteurs portent aussi l'idée de relocaliser les débouchés des céréales destinées aux animaux qui sont produites ici. Plutôt que

de les envoyer partout en France et de les exporter, elles pourraient être valorisées localement par des animaux, élevés en Eure-et-Loir.

Trois membres de Terres vivantes ont déjà franchi le cap, un quatrième est passe de créer un atelier ovin sur sa ferme.

Le GIEE réfléchit et va mettre en œuvre deux autres façons de développer l'élevage en système céréalier. « Cela peut se faire dans une coopération entre éleveurs et céréaliers, de manière à créer des systèmes d'échanges pour récupérer du fumier chez les uns pour amender les terres des autres. Et voir ce que les céréaliers peuvent proposer en matière de cultures pour la nourriture du bétail, l'affouragement... »,

détaille Alexandre Céalis. Une méthode qui a ses limites dans un système bio, en cas d'aléas climatiques...

Le troisième axe sera de travailler avec des bergers sans terres et itinérants. Un projet ambitieux qui prend forme en Eure-et-Loir. « On a fait la rencontre d'une personne, David Mulot, qui est en train de se former. Il souhaite mettre en place une troupe qui va pâturer sur les terres des membres du GIEE, notamment sur un périmètre resserré autour de Germignonville. L'idée, c'est de pâturer des couverts et des intercultures. L'enjeu, pour lui sera de trouver des pâturages d'été... L'objectif, in fine, sera de construire un assolement commun entre trois ou quatre fermes qui corresponde aux besoins de ce berger sans terres et qui soit pertinent d'un point de vue agronomique pour les céréaliers. » Le berger déplacera son troupeau chez les uns et les autres, voire sur les bords de Loire l'été, sur des terres mises à disposition par des collectivités... ■

(*) Groupement d'intérêt économique et environnemental.